

EINLEITUNG/  
INTRODUCTION



# LA MONDIALISATION, L'HISTOIRE ET LES HISTORIENS DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE

*Jean-François Eck*

## ANCIENNETÉ DU PHÉNOMÈNE, NOUVEAUTÉ DU CONCEPT

Peu de mots se sont aussi brutalement imposés dans le débat public que celui de « mondialisation ». Le terme ne figure pas dans le *Larousse du XX<sup>e</sup> siècle*, publié entre 1928 et 1933. Selon le Petit Robert, il apparaît vers 1960 pour désigner « le fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier »<sup>1</sup> et est alors souvent réservé à des phénomènes liés à la biologie ou à la santé comme la présence d'une espèce animale ou végétale ou la propagation d'une épidémie. Il reste absent de l'*Encyclopaedia Universalis*, éditée de 1968 à 1973, qui fait par contre place à « mondialisme », pour renvoyer à l'article « Internationalisme », rattachant ainsi le terme au vocabulaire de l'histoire des idées.<sup>2</sup> Cette lente émergence est liée au long désintérêt manifesté par les historiens de profession, plus particulièrement en Allemagne et, davantage encore peut-être, en France, pour l'analyse scientifique du phénomène, malgré la présence, dans le deuxième pays, de l'héritage braudélien. Est-ce la pression des réalités qui a conduit à un retournement des attitudes ? De fait, si l'on nous permet de faire allusion au cas du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, c'est bien en plein milieu d'une crise de la mondialisation que ce thème s'est imposé comme thème de son douzième colloque, à Lille du 23 au 25 septembre 2010, qui a coïncidé, à quelques jours près, avec le deuxième anniversaire du krach de la banque Lehman Brothers (15 septembre 2008). Ce choix s'est fait dans un contexte marqué par d'autres événements, eux aussi étroitement liés à la mondialisation, comme l'échec de la conférence mondiale sur le climat de Copenhague en décembre 2009 ou l'annonce, quelques semaines après, de la perte par l'Allemagne de son rang de premier exportateur mondial au profit de la Chine. S'il fallait en apporter la preuve, l'intérêt soudain porté à l'analyse de la mondialisation confirmerait que les historiens sont avant tout de leur temps et de leur pays.

- 1 A. Rey et J. Rey-Debove, *Le Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 1987, p. 1220.
- 2 L'article, figurant au tome 9, p. 25–30, est écrit par le journaliste tiers-mondiste Albert-Paul Lentin qui, après avoir retracé les débats au sein des internationales socialistes depuis 1864, analyse la recherche d'une « troisième voie » révolutionnaire dans le Tiers Monde, y voyant un symptôme de renaissance de l'internationalisme après 1945.

La réalité du phénomène est pourtant fort ancienne. On sait depuis les analyses de Werner Sombart et de Fernand Braudel<sup>3</sup> que la dynamique du capitalisme marchand, dès son apparition à la fin du Moyen Âge et au début des Temps modernes, voire selon certains, sous l'Antiquité, a suscité chez ses acteurs le développement d'activités à l'échelle du monde alors connu et l'établissement par eux de relations entre ses principaux pôles. En tirant profit d'opportunités, les marchands, négociants, armateurs et banquiers ont créé des hiérarchies, provoqué des asymétries qui ont dessiné de nouvelles cartes du monde. De même, dans le domaine culturel, les contacts entre protagonistes à partir de la naissance de l'humanisme ont établi les réseaux d'une «république des lettres»<sup>4</sup> bien antérieure au «village planétaire» observé à la fin des années 1960 par Marshall Mc Luhan.<sup>5</sup> On pourrait multiplier les exemples qui soulignent la présence très ancienne de faits correspondant à ce que nous appelons aujourd'hui mondialisation.

Comment la définir? Qu'est-ce que la mondialisation, ou la *Globalisierung*, selon le terme qui s'est imposé en allemand, transposé directement du *globalization* anglo-saxon? Chaque science sociale et, à l'intérieur d'entre elles, chaque école possède sa propre définition. La mondialisation vue par les économistes diffère de celle des historiens, elle-même différente de celle des géographes, des sociologues ou des politologues. Plutôt que se laisser enfermer dans une définition unique qui serait nécessairement réductrice et incomplète, il importe surtout de comprendre ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle implique.

La mondialisation n'est pas synonyme d'universalisation, moins encore de nivellement. Il ne s'agit pas, à travers elle, de la construction d'un espace planétaire indifférencié, où circuleraient librement marchandises, capitaux, hommes et informations et à l'intérieur duquel les problèmes se poseraient en termes devenus identiques dans l'ensemble du monde, par exemple l'équilibre entre ressources naturelles et emplois ou les relations entre gouvernants et gouvernés. Bien au contraire, la mondialisation, comme l'avait montré Fernand Braudel, est l'exploitation des différences,<sup>6</sup> la multiplication des transferts, l'entrecroisement des perspectives. Elle amène les historiens à sortir du cadre national, à construire des hypothèses et à adopter des modes de raisonnement différents de ceux auxquels les ont habitués les écoles de pensée mises en place depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Peut-être est-ce d'ailleurs dans cette direction qu'il faut chercher l'une des explications du surprenant retard mis par les historiens contemporanéistes, tant allemands que français, à s'intéresser à un phénomène qui avait attiré l'attention beaucoup plus tôt dans d'autres pays. Est-ce un hasard si ce retard concerne les deux Etats-nations dont l'affirmation et l'affrontement ont tissé l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles? Tout naturellement tournés vers leur étude, ils ont été moins enclins que d'autres à chausser les lunettes de l'histoire globale, transnationale, croisée ou connectée, qui sont

3 Wolfgang Mager, «La conception du capitalisme chez Braudel et Sombart. Convergences et divergences», in: Les Cahiers du Centre de recherches historiques, série Archives, Journée d'études Werner Sombart, 1988.

4 Robert Mandrou, Des humanistes aux hommes de sciences: XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, Paris 1973.

5 Marshall Mc Luhan, War and Peace in the Global Village, New York, 1967.

6 Rappelons sa définition célèbre: «L'entrepreneur, c'est celui qui exploite les inégalités».

indispensables à l'analyse et la compréhension de la mondialisation. La France comme l'Allemagne ont pourtant possédé, l'une comme l'autre, même pour des durées dissemblables, des empires coloniaux. Il aurait pu en résulter une forte stimulation de la recherche sur des thèmes tels que l'acculturation, la construction de l'espace économique, les phénomènes migratoires, envisagés dans une perspective de mondialisation. Certes de telles études existent, mais ce n'est que récemment que l'apport de l'histoire globale a été adopté par les historiens de la colonisation ou de la décolonisation,<sup>7</sup> longtemps prioritairement tournés vers l'analyse des empires en tant que facteurs de renforcement ou au contraire d'affaiblissement pour les métropoles respectives, que soit dans les domaines de la force militaire, des rapports de force internationaux ou de la puissance économique.

Pour les historiens contemporanéistes, le défi était d'autant plus difficile à relever que la mondialisation, on le sait depuis la célèbre expression du politologue Bertrand Badie, est la « fin des territoires ».<sup>8</sup> Dans son univers où s'emboîtent les échelles, où les individus comme les entreprises se jouent des frontières, où les pôles les plus prospères ne sont plus les capitales, mais des cités, ports ou places financières dépourvus d'existence étatique, quelle place reste-t-il pour l'Etat-nation ? On retrouve ici, sous une autre forme, le poids de l'actualité dont nous avons déjà noté qu'elle accompagne l'analyse de la mondialisation. Le visage actuel de celle-ci, contemporain de la fin du conflit Est-Ouest après 1989, a incité d'abord à la voir sous un angle normatif. Ses partisans pensaient qu'elle apporterait davantage de liberté aux individus et qu'elle permettrait les progrès du niveau de vie, tandis que ses adversaires critiquaient le triomphe du marché, le recul de la protection sociale, le démantèlement de l'Etat providence. Tous s'accordaient cependant à y voir un processus inéluctable d'affaiblissement des Etats nationaux et d'homogénéisation au niveau mondial.<sup>9</sup> Puis, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, force fut de constater la persistance des Etats en tant qu'acteurs de la vie internationale et la faiblesse des traits d'homogénéisation. A mesure que leurs études se multipliaient, les économistes, les sociologues, les géographes ont souligné à l'envie les limites du processus de mondialisation.<sup>10</sup> Lors des phases successives de ce débat, la place des historiens a consisté à dégager les racines du phénomène de mondialisation et à souligner que, loin d'être inédit, il remontait loin dans le temps, non seulement à l'époque

7 Rappelons les travaux de Wolfgang Reinhard, *Geschichte der europäischen Expansion*, 4 vol., Stuttgart 1983–1990 et de Marc Ferro, *Histoire des colonisations : des conquêtes aux indépendances XIIIe–XXe siècle*, Paris 1994.

8 Voir ses ouvrages successifs : *La fin des territoires*, Paris 1995 ; *Un monde sans souveraineté*, Paris 1999 ; *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris 2004.

9 Les deux ouvrages antagonistes d'Alain Minc, *La mondialisation heureuse*, Paris 1997 et de Hans-Peter Martin et Harald Schumann, *Die Globalisierungsfalle. Der Angriff auf Demokratie und Wohlstand*, Rowohlt bei Hamburg 1996 semblent de ce point de vue emblématiques d'opinions radicalement opposés sur un phénomène analysé comme une réalité inéluctable.

10 Voir notamment l'analyse du politologue Samy Cohen dont le titre se passe de commentaires : *La résistance des Etats. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris, 2003.

de la « première mondialisation » contemporaine, celle des années 1860–1914,<sup>11</sup> mais aussi aux Temps modernes, voire à la fin du Moyen Age.

### LES OBJECTIFS D'UNE RENCONTRE

Dans la perspective qui conduit aujourd'hui les historiens comme les spécialistes des autres sciences sociales à étudier la mondialisation pour elle-même et à analyser ses modalités concrètes plutôt qu'à s'interroger sur ses vertus ou ses défauts, les travaux, depuis une décennie, se sont multipliés à un rythme rapide. En témoigne la bibliographie indicative qui figure à la fin de ce volume. Rassemblée pour l'essentiel par Guido Thiemeyer, elle comporte environ 150 références dont la plupart datent de moins de dix, voire de moins de cinq ans : chiffre considérable qui résulte pourtant d'un tri sévère qui a amené à privilégier les ouvrages d'auteurs allemands ou français et ceux qui, tout en ne portant pas spécifiquement sur la France et l'Allemagne, ont représenté une avancée importante dans l'analyse de la mondialisation en sciences sociales.<sup>12</sup> Il devenait nécessaire de faire le point sur cette floraison d'études, achevées ou en cours, pour mieux comprendre la façon dont les historiens contemporanéistes analysent aujourd'hui la place occupée par la France et par l'Allemagne dans la mondialisation. Telle est l'ambition qui est à l'origine du présent colloque.

Les deux pays y apparaissent à la fois comme des acteurs qui interviennent activement dans le processus de mondialisation, mais aussi comme des spectateurs qui sont confrontés par lui à de redoutables défis et sont amenés à redéfinir de ce fait leurs relations réciproques, notamment en ce qui concerne leur participation à la construction de l'Europe. Le programme du colloque a été articulé autour de trois grandes parties, distinguant les aspects économiques, puis sociaux-culturels et enfin internationaux de la mondialisation connue par la France et l'Allemagne au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ce découpage peut paraître arbitraire, tant il est évident que ces différentes catégories interfèrent sans cesse les unes avec les autres, surtout s'agissant de mondialisation. Il n'en a pas moins été retenu, à la fois pour des raisons de clarté et pour donner toute leur place aux communications présentées qui abordent les différents aspects du phénomène, en une variété d'approches que l'on espère représentative des principales tendances présentes chez les historiens contemporanéistes des deux pays.

Présentons-en brièvement les principaux apports.

Le volume s'ouvre par une contribution d'*Etienne François* (Berlin) qui, en tant que moderniste, était tout particulièrement qualifié pour nous sensibiliser aux enjeux historiographiques d'un phénomène dont chacun sait qu'il a d'abord attiré

11 Le terme s'est imposé à la suite de l'ouvrage de Susan Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris 2003.

12 Par exemple, sur l'Islam (Henri Laurens, John Tolan, Gilles Veinstein, *L'Europe et l'Islam, quinze siècles d'histoire*, Paris 2009), ou bien sur la Chine (Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, 2010), ou encore sur l'Amérique latine (Serge Gruzinski, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris 2004).

plus particulièrement des historiens français de la première modernité comme Fernand Braudel ou Pierre Chaunu, se situant eux-mêmes dans le sillage des problématiques de la *Weltwirtschaft* telles que les avaient esquissées au début du XX<sup>e</sup> siècle des économistes et des sociologues allemands comme Werner Sombart ou Max Weber. Mais c'est aussi son intérêt pour la confrontation et le dialogue entre les cultures qui en fait un excellent introducteur à un domaine propice au décloisonnement intellectuel et à la remise en cause des certitudes. Sa contribution, tonique et roborative, représente un encouragement à aborder ce domaine pionnier, porté par une actualité de plus en plus pressante. Encore faut-il, pour le faire, disposer de mises au point précises sur la manière dont, en Allemagne et en France, sont étudiés les différents aspects de la mondialisation contemporaine.

### MONDIALISATION, FRANCE ET ALLEMAGNE : LES ASPECTS ÉCONOMIQUES

Les historiens de l'économie ont pris l'habitude de distinguer plusieurs étapes dans la mondialisation aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Déjà bien avancée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où s'amorçait l'industrialisation, mais limitée à des activités comme le grand commerce maritime, la banque et le négoce et à certaines catégories de produits comme les toiles de coton imprimées (les « indiennes »), le sucre, le thé, le café, les épices,<sup>13</sup> la mondialisation avait subi un coup d'arrêt lors des guerres de la période révolutionnaire et impériale et resta modeste durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. A partir des années 1860 s'ouvre la première étape de la mondialisation contemporaine qui atteint son apogée à la veille de la Première Guerre mondiale.<sup>14</sup> Elle s'explique en grande partie par la baisse des prix des matières premières, de l'énergie et des produits agricoles de base, elle-même liée aux progrès des modes de transport, à la construction des empires coloniaux, au démantèlement des tarifs douaniers prohibitifs,<sup>15</sup> à l'essor du libéralisme. En 1914, le degré d'interpénétration des marchés, l'intensité des mouvements de capitaux, le gonflement des migrations internationales atteignent des niveaux exceptionnels qui ne seront retrouvés qu'au cours des années 1960, voire plus jamais en ce qui concerne les migrations de populations. La Première Guerre mondiale, les soubresauts monétaires et financiers des années 1920 cassent ce processus. La mondialisation rentre, pour plusieurs décennies, dans une période de recul relatif, puis de marasme du fait de la crise des années 1930 et de l'éclatement de l'espace économique en blocs antagonistes. Il faut attendre la décolonisation, la construction européenne et l'émergence

13 Sur ces grands produits, voir les analyses d'historiens et d'économistes, par exemple, pour le sucre, Sidney Mintz, *Sucre blanc, misère noire. Le goût et le pouvoir*, Paris 1991 et Pierre Dockès, Pierre, *Le sucre et les larmes. Bref essai d'histoire et de mondialisation*, Paris 2009.

14 A ne pas confondre avec celle de la fin du Moyen Âge et des Temps modernes, souvent dénommée de la même manière.

15 Même s'il convient de nuancer l'interdépendance souvent postulée entre libre-échange et développement du commerce extérieur, comme l'a montré Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris 1994.

d'une nouvelle révolution des transports pour que s'amorce, dans les années 1960–1970, une nouvelle phase d'essor. Celle-ci, qualifiée de seconde mondialisation, connaît une accélération spectaculaire lorsqu'à partir du début des années 1990 la disparition du camp socialiste débouche sur le triomphe du marché, l'effervescence des mouvements de capitaux, à long et surtout à court terme, l'affirmation de grands groupes transnationaux dans les différents secteurs d'activité.<sup>16</sup> Mais cette nouvelle phase, jusqu'au monde d'aujourd'hui, est aussi celle des crises boursières et monétaires,<sup>17</sup> de l'explosion des inégalités, du développement du chômage de masse et de la pauvreté, conduisant fatalement à la dénonciation violente d'une mondialisation qui, si elle a permis l'émergence spectaculaire de nouvelles puissances économiques, est ressentie comme une menace par beaucoup. Dans ce processus, la France et l'Allemagne figurent parmi les principales parties prenantes. Les contributions ici rassemblées le montrent par divers aspects.

*Béatrice Dedinger* (Paris), dans «L'Allemagne et la France dans la mondialisation commerciale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles», adopte une démarche cliométrique pour mesurer les degrés respectifs d'ouverture et d'intensité des échanges de l'Allemagne et de la France de 1880 à 2000. Elle souligne la différence qui oppose à cet égard première et seconde mondialisation. Tourné vers les continents extra-européens durant la première mondialisation, le commerce extérieur des deux pays se réoriente vers l'Europe au cours de la seconde. Aux facteurs généraux permettant d'analyser cette évolution, sa contribution en ajoute d'autres, plus spécifiques aux relations franco-allemandes, en particulier la guerre de 1870 qui a durablement remis en cause les liens préexistants entre les deux économies. Ceux-ci ne retrouvent leur intensité que lors du deuxième après-guerre, durant les années 1960. Ainsi la mondialisation s'imbrique étroitement dans l'ensemble des relations internationales. Elle possède certes sa propre logique, mais on se priverait des moyens d'en comprendre les inflexions en la réduisant aux dimensions d'un processus exclusivement économique.

*Guido Thiemeyer* (Siegen) rejoint cette constatation dans sa communication, «Frankreich und Deutschland im währungspolitischen Internationalismus (1860 bis 1900)», où il analyse les tentatives d'union monétaire présentes en Europe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il montre l'opposition entre l'Union latine, impulsée par la France sous le Second Empire qui regroupe autour d'elle les pays fidèles au bimétallisme (Belgique, Suisse, Italie, Grèce), et la zone monétaire formée par les pays qui, comme l'Empire allemand, se rallient au monométallisme or. D'abord simple regroupement de fait, résultant du rattachement au franc des pays qui définissent leur unité monétaire, l'Union latine devient une organisation dans le cadre d'un traité signé en 1865. Les diplomates cherchent à la faire servir aux intérêts

16 Le rôle des grands groupes multinationaux est un phénomène ancien comme le soulignent les études rassemblées par Alice Teichova, Maurice Lévy-Leboyer, Helga Nusbaum, *Multinational Enterprise in Historical Perspective*, Cambridge/Paris 1986 ou par Mira Wilkins, *The Growth of Multinationals*, Aldeshot 1991. Il n'en connaît pas moins une accélération spectaculaire à partir de 1960, et surtout de 1990.

17 On peut lire à leur propos la récente et stimulante synthèse de Werner Plumpe, *Wirtschaftskrisen. Geschichte und Gegenwart*, München, 2010.



français en Europe. Au contraire, après avoir hésité, les dirigeants allemands refusent de s'y rallier, préférant rendre le Reichsmark complètement indépendant du pouvoir politique. Contrairement aux idées préconçues, la monnaie a donc donné lieu, dès la première mondialisation, à une intervention accrue des Etats dans des questions qui, loin d'avoir contribué à leur dessaisissement, leur ont permis de renforcer leur influence.

*Françoise Berger* (Grenoble) fait ressortir la diversité des « stratégies d'adaptation à la mondialisation dans le secteur sidérurgique en France et en Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle ». Mises en œuvre dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elles recourent, dans le domaine commercial, tantôt aux ententes, tantôt à la concurrence sur le plan intérieur et international. Dans le domaine financier, si elles rentrent majoritairement dans le cadre de la concentration, elles adoptent des modalités variées et laissent parfois leur place à des entreprises de taille moyenne comme le montre le cas des Dillinger Hütten. Enfin, dans ce secteur, les innovations technologiques procurent des atouts décisifs pour la conquête des débouchés. Ces stratégies permettent aux entreprises sidérurgiques de faire face, avec des résultats inégaux, aux défis de la mondialisation. Reste à comprendre la raison des différences constatées d'un pays à l'autre. Pour Françoise Berger, elles résident dans le mode de recrutement des dirigeants, plus ou moins familiers des problèmes commerciaux, dans les relations entre patronat et syndicats et, plus généralement, dans le mode de gouvernance des firmes.

*Jean-François Eck* (Lille) a choisi le cas du groupe Saint-Gobain, passé depuis 1850 « de l'horizon franco-allemand à la vision globale », pour souligner la place occupée dans la mondialisation contemporaine par les grandes entreprises. Il montre que l'expansion internationale, commencée très tôt par l'installation près de Mayence d'une glacerie destinée à contourner les barrières douanières du Zollverein, s'est poursuivie jusqu'à nos jours, dans le cadre de stratégies successives qui ont recouru aux implantations directes en Europe continentale, puis aux ententes avec d'autres groupes, enfin à l'affirmation d'une présence mondiale pour tous les produits destinés à l'équipement, à l'isolation et au confort des habitations. Acquéreur ainsi une puissance considérable, notamment par rapport aux pouvoirs politiques, le groupe, tout en conservant des rapports étroits avec son pays d'origine, est devenu un acteur de la scène économique mondiale. Il est à l'image d'un capitalisme qui, à travers les différentes phases de la mondialisation, a conquis son autonomie vis-à-vis de l'Etat-nation.

## MONDIALISATION, FRANCE ET ALLEMAGNE : LES ENJEUX SOCIAUX

La mondialisation a entraîné la multiplication des contacts entre les peuples. Du même coup, même si ces contacts, jusqu'à une période récente, ne présentaient pas le caractère d'un phénomène de masse, ils ont exercé des effets multiples sur les sociétés, les cultures, les mentalités. La grande vague de colonisation, venant après celle des Temps modernes, a mis l'Allemagne jusqu'en 1918, la France jusqu'en 1962 en rapport avec des populations, des religions, des civilisations profondément

différentes.<sup>18</sup> Pour ceux que leur métier ou leur choix volontaire ont placés au cœur de ces contacts, il en est résulté une prise de conscience qui, souvent, a marqué leur existence de manière irréversible, aboutissant à façonner des types sociaux bien marqués, de l'officier colonial<sup>19</sup> au médecin spécialiste des maladies tropicales<sup>20</sup> et du missionnaire ou de la religieuse<sup>21</sup> à l'anthropologue.<sup>22</sup> Plus largement, indépendamment même du fait colonial, les opinions publiques des deux pays ont pris progressivement conscience des implications de la mondialisation. Elles l'ont fait certes souvent avec retard et incompréhension, mais d'une telle manière que l'étude des phénomènes d'opinion, à l'époque contemporaine, ne saurait se faire en faisant abstraction d'eux.<sup>23</sup> Les deux sociétés allemande et française se sont ouvertes à d'autres, procurant ainsi aux historiens de nouveaux champs d'étude, en matière de transferts culturels par exemple et leur permettant de renouveler des domaines longtemps consacrés à des phénomènes limités aux contacts entre les aires culturelles des pays industrialisés, l'américanisation par exemple.<sup>24</sup> Mais, du même coup, lorsque la mondialisation menace la situation de tel ou tel groupe social, ceux qui en défendent les intérêts recherchent des stratégies de riposte, en une démarche qui, bien entendu, tend à devenir de plus en plus fréquente en période de crise, notamment depuis le début des années 1970, pour préserver les emplois menacés par les délocalisations, souvent considérées comme un produit inéluctable de la mondialisation. Là aussi, les contributions rassemblées dans ce volume portent témoignage de ces divers enjeux.

*Jakob Vogel* (Cologne), dans „Die europäische Kolonialmedizin und die Globalisierung der Seuchenvorsorge“, montre que la colonisation qui a souvent dressé au XIX<sup>e</sup> siècle l'une contre l'autre les opinions publiques européennes a également suscité une coopération des milieux médicaux pour lutter contre les épidémies et pandémies qui décimaient les populations de leurs domaines coloniaux respectifs. Dès les années 1850, des congrès internationaux de médecine tropicale se tiennent. Au début du XX<sup>e</sup> siècle apparaît une première organisation internationale spécialisée, l'Office international d'hygiène publique, fondé en 1909. Cette coopération est certes motivée, outre le souci d'améliorer l'état sanitaire des populations indigènes,

- 18 Parmi les nombreuses études comparatives du fait colonial, signalons, dans cette même collection, celle d'Alain Chatriot/Dieter Gosewinkel (Hg.), *Koloniale Politik und Praktiken Deutschlands und Frankreichs 1880–1962. Politiques et pratiques coloniales dans les empires allemand et français 1880–1962*, Stuttgart 2010.
- 19 Voir la synthèse récente de Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris 2009.
- 20 Wolfgang U. Eckert, *Medizin und Kolonialimperialismus. Deutschland 1884–1945*, Paderborn 1997.
- 21 Danièle Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Paris, 1993.
- 22 Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France 1878–1930*, Paris 2002.
- 23 Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris 1972 ; Birthe Kundrus (Hrsg.), *Phantasiereiche. Zur Kulturgeschichte des deutschen Kolonialismus*, Frankfurt/New York 2003.
- 24 Voir à son propos les études rassemblées par Reiner Marcowitz, *Nationale Identität und transnationale Einflüsse. Europäisierung, Amerikanisierung und Globalisierung in Frankreich nach dem Zweiten Weltkrieg*, München 2007.

par l'intérêt bien compris des Européens, alarmés par la réapparition d'épidémies comme celle de choléra qui frappe Hambourg en 1892. Mais elle relativise la portée des rivalités entre grands savants, entretenues par une vision nationaliste de l'œuvre coloniale. Anticipant sur des phénomènes qui s'épanouiront au XX<sup>e</sup> siècle, dans le cadre de la SDN, puis de l'ONU, elle favorise la prise de conscience, dans les sociétés allemande et française, de la mondialité des problèmes, car la lutte contre les épidémies nécessite de franchir les frontières des domaines coloniaux, comme en témoigne le fait qu'y participent des pays ayant échappé à la colonisation comme l'Empire ottoman.

*Céline Prat-Erkert* (Valenciennes) se consacre aux « migrations internationales, facteurs et conséquences de la mondialisation aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ». Elle rappelle la distinction entre les facteurs qui repoussent les migrants de leur pays d'origine et ceux qui les attirent vers le pays de destination. Faisant la synthèse des situations respectives de l'Allemagne et de la France face à l'immigration, puisque la tradition d'émigration, présente en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle, disparaît dès le début du siècle suivant, elle insiste sur la massification, la diversification et l'intensification des transformations sociales qui y sont liées. La massification forme selon elle un phénomène continu, malgré des périodes de tassement relatif au cours du XX<sup>e</sup> siècle. La diversification fait passer les deux pays d'une immigration de proximité à une immigration aux provenances de plus en plus lointaines. Enfin, l'immigration suscite des mutations observables dans de multiples domaines de la société, des habitudes culinaires aux mariages mixtes en passant par l'habitat. Elle déclenche, ici et là, des phénomènes de rejet jugés assez semblables qui traduisent à leur manière l'étroitesse des liens constatés, tout au long de l'histoire, entre migrations et mondialisation.

*Sylvain Schirmann* (Strasbourg) traite des « syndicats français et allemands face au marché unique européen », montrant comment ceux-ci tentent d'élaborer une riposte commune au projet présenté par Jacques Delors au nom de la Commission européenne en juin 1985 qui, contrairement aux promesses antérieures, ne contient aucune avancée sociale significative et se borne à adapter l'Europe à une mondialisation dangereuse pour les intérêts des salariés. La tentative bute sur l'éloignement des positions respectives. Le DGB, tout en reconnaissant la difficulté à exiger le maintien de la législation sur la cogestion, peine à formuler d'autres revendications, restant à la remorque des propositions émanant des mouvements alternatifs et des Verts. Les centrales françaises subissent le handicap de leurs divisions. La CFDT revendique « une Europe plus sociale » grâce à une législation communautaire sur les entreprises, une meilleure coordination des politiques conjoncturelles, des mesures en faveur de l'environnement, tandis que la CGT réclame « un statut transnational du salariat » renforçant les droits des travailleurs et que la CFDT se satisferait d'une coopération accrue entre les pays de l'Union les plus avancés en matière de protection sociale. A ces divergences, peu propices à une action commune, s'ajoute le contexte de crise du syndicalisme présent dans les deux pays. La mondialisation devient ici le révélateur de traditions nationales profondément différentes d'un pays à l'autre.

## MONDIALISATION, FRANCE ET ALLEMAGNE : LES ÉQUILIBRES INTERNATIONAUX

La mondialisation bouleverse les rapports de force entre les Etats, les contraignant à prendre en compte de nouvelles données, celles d'une géopolitique qui ajoute aux moyens d'action traditionnels (force militaire, puissance économique, poids démographique, rayonnement linguistique et culturel) d'autres instruments plus subtils, élaborés en fonction des interdépendances et capables d'intégrer plusieurs scénarios de futurs possibles. Le monde vu de Pékin, de Brasilia ou de New Delhi n'est pas le même que depuis Washington ou Moscou, qui lui-même différerait de ce qu'il était depuis Paris, Berlin ou Londres.<sup>25</sup> Il convient certes de rester prudent dans l'analyse de ces mutations, à la fois parce que la capacité de résistance des Etats s'est révélée plus forte que ne l'annonçaient certains essayistes des années 1990,<sup>26</sup> mais aussi parce que les schémas mentaux, comme toujours, suivent avec lenteur et difficulté les transformations du monde réel, d'où des décalages que les historiens ont coutume de rencontrer et d'intégrer à leurs explications. Il demeure que les deux grands Etats-nations que sont l'Allemagne et la France ont connu, dans leurs relations avec le reste du monde et dans leurs rapports réciproques, d'importantes mutations. La troisième partie de cet ouvrage tente de les évoquer, non seulement pour les années récentes, mais aussi en prenant d'autres exemples situés plus haut dans le temps.

*Philippe Alexandre* (Nancy), qui emprunte le titre de sa contribution à une expression lancée par le chancelier Caprivi lors du débat au Reichstag sur les problèmes douaniers en décembre 1891, souligne la prise de conscience, dans la France et l'Allemagne de cette fin de siècle, d'enjeux représentés par ce qu'on n'appelait pas encore mondialisation. Le retour au protectionnisme, proposé en France par Jules Méline, déjà effectif en Allemagne, que Caprivi souhaiterait limiter par la conclusion de traités de commerce équilibrés, donne lieu à de multiples prises de position. Economistes, hommes politiques, publicistes examinent l'évolution des marchés, soulignent la montée de nouvelles puissances en Extrême-Orient, anticipant sur la stigmatisation, quelque temps plus tard, du « péril jaune » par Guillaume II. Attentifs aux propositions d'union douanière entre plusieurs Etats, certains préconisent un rassemblement des peuples d'Europe continentale qui associerait l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Tout ceci traduit la sensibilité des opinions publiques face à une mondialisation déjà ressentie comme une menace, d'autant plus redoutable qu'on en ignore le contenu exact.

*Stephan Martens* (Bordeaux), dans « L'Europe et les nouvelles cartes d'un monde multipolaire », analyse en termes géopolitiques la place du Vieux Continent dans un ordre international profondément bouleversé par la fin de la Guerre froide et l'impact de la mondialisation. Il remarque que cette dernière, si elle a modifié

25 Marie-Françoise Durand, Delphine Placidi, Marie Törnquist-Chesnier, Atlas de la mondialisation : comprendre l'espace mondial contemporain, Paris 2006 ; Deutscher Geographentag Hamburg 1999, Lokal verankert – weltweit vernetzt. Tagungsbericht und wissenschaftliche Abhandlungen, Stuttgart 2000.

26 Ken'ichi Ohmae, De l'Etat-nation aux Etats-régions, Paris 1996.

leur contenu, n'a nullement fait disparaître les enjeux de puissance entre Etats. Il précise la notion de « monde multipolaire » qui désigne l'apparition de nouveaux acteurs – Etats isolés ou regroupements d'Etats –, et conduit à souligner les risques d'instabilité du nouveau système. Il relève l'écart entre les conceptions française et allemande de l'Europe, malgré la solidité apparente de leurs relations réciproques. Conçue en France comme le moyen de prolonger la puissance passée, l'Europe est pour l'Allemagne un acteur de la mondialisation, procurant de meilleures chances d'insertion internationale. Tout ceci l'amène à rester sceptique devant les progrès réalisés dans la mise en place d'une politique étrangère et de sécurité commune et à plaider pour une clarification permettant à l'Europe de devenir une véritable puissance, à égalité avec les autres pôles qui se sont renforcés ou qui ont émergé depuis deux décennies.

La contribution de *Jean Nurdin* (Dijon), « Europe ou mondialisation ? Le dilemme », peut être lue de deux manières. Il s'agit d'une analyse de l'incompatibilité qui oppose, selon lui, les inspirations d'origine de la construction européenne et la mondialisation, dominée aujourd'hui par l'influence anglo-saxonne. Mais elle représente aussi le témoignage du militant européeniste et fédéraliste qu'il n'a cessé d'être tout au long de sa carrière. On connaît l'ouvrage qu'il a consacré à l'idée d'Europe dans la pensée allemande au XIX<sup>e</sup> siècle. On retrouvera ici, exposées avec force, ses convictions. Seule une Europe fédérale lui semble capable de combler le « déficit démocratique » dont souffre la construction européenne. Seule elle pourrait mobiliser les énergies et offrir une véritable perspective aux peuples qui ne voient plus, dans son fonctionnement actuel, qu'un appareil technocratique incapable de les protéger contre les dangers de la mondialisation, quand elle ne les y expose pas délibérément. D'où son appel à une coopération renforcée entre la France et l'Allemagne qui pourrait préserver, dans leur richesse et leur diversité, les langues et la civilisation du Vieux Continent.

## BILAN ET PERSPECTIVES

Plusieurs points forts se dégagent des contributions ici rassemblées. Les uns se rapportent à la mondialisation, d'autres aux rapports entre la France et l'Allemagne. La mondialisation, telle qu'elle est observée et analysée à travers plusieurs interventions, apparaît comme un processus continu, en dépit des étapes qu'on a coutume d'y distinguer. La présentation qui consiste à opposer première et seconde mondialisations contemporaines, celle des années 1860–1914, puis celle de la période postérieure à 1960, malgré les réalités qui la justifient et qu'il ne s'agit pas de nier, ne semble pas toujours opérante devant le déroulement des faits. Bien des faits observés, durant la première mondialisation, révèlent des anticipations qui annoncent la seconde. La médecine coloniale, la coopération internationale dans la lutte contre les épidémies, telles qu'elles sont analysées par Jakob Vogel, prennent avant la Première Guerre mondiale des formes qui préfigurent le XX<sup>e</sup> siècle. Les efforts pour instituer une coopération monétaire, voire pour mettre en place des zones monétaires, retracés par Guido Thiemeyer au temps de l'Union latine, évoquent irrésistiblement les débats qui marqueront après 1992 le passage à l'euro. Les regrou-

pements commerciaux régionaux imaginés par les publicistes des années 1890 préfigurent, comme le suggère Philippe Alexandre, la construction communautaire d'après 1950. Certes les acteurs, qu'il s'agisse des Etats ou des grandes entreprises, prennent soin d'adapter leurs stratégies aux phases successives de la mondialisation, mais les traits de continuité, sur plusieurs plans, semblent au moins aussi nombreux que les éléments de rupture.

Le caractère profondément homogène de la mondialisation est une autre constatation qu'on est amené à faire à la lecture des contributions. Celles-ci soulignent du même coup ce qu'a d'artificiel la distinction entre les aspects politiques, économiques, sociaux ou culturels du processus. La mondialisation ne se laisse pas ranger pas dans tel ou tel tiroir. Elle forme un tout dont chacune des formes interfère avec les autres, même là où l'on s'y attendrait le moins. Béatrice Dedinger a fait ici part de sa surprise lorsqu'elle a été amenée à constater, à travers les statistiques du commerce extérieur entre la France et l'Allemagne, qu'un conflit souvent considéré comme dépourvu de conséquences durables pour les économies des deux belligérants, la guerre de 1870, avait au contraire fait profondément et durablement reculer l'interpénétration de leurs échanges commerciaux.

Enfin, comme la contribution d'Etienne François les y invite, il serait souhaitable que les historiens contemporanéistes se montrent davantage attentifs à l'apport des modernistes qui les ont devancés dans l'analyse de la mondialisation, ainsi qu'à celui des autres sciences sociales, et qu'ils n'hésitent pas à franchir les frontières disciplinaires qui les enferment dans leurs spécialités nationales respectives. Beaucoup des contributions rassemblées sont amenées à recourir, tout naturellement, à l'histoire comparative. Mais l'étude de la mondialisation nécessite plus encore. C'est désormais, comme le soulignent plusieurs études méthodologiques, une histoire « globale », « transnationale », « croisée » ou « connectée » qui est requise.<sup>27</sup> Puissent les historiens contemporanéistes de la France et de l'Allemagne se persuader qu'ils en ont les moyens!

Il reste qu'à travers les sujets abordés, il est possible d'observer une fois de plus l'étonnante ambivalence du couple franco-allemand, à la fois solide et fragile. Les deux pays paraissent à maintes reprises semblables face à la mondialisation. Ils suivent des rythmes analogues. Cécile Prat-Erkert le constate à propos du phénomène migratoire. La convergence est ici d'autant plus frappante que leurs situations initiales sont opposées : tradition d'immigration ici, d'émigration là. Or les deux pays sont confrontés au même moment, à partir du milieu des années 1960, aux problèmes de tout ordre posés par une vague migratoire qui forme l'un des aspects, parmi d'autres, du phénomène de mondialisation.<sup>28</sup> De même, en France et en Allemagne, ce sont les mêmes acteurs qui interviennent dans le processus, menant des

27 Michael Werner, Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris 2004 ; Caroline Douki, Philippe Minard, *Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique*, in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 54-4 bis (2007), p. 7–22 ; Heinz-Gerhard Haupt, Jürgen Kocka (Hrsg.), *Comparative and Transnational History : Central European History and New Approaches*, New York/Oxford 2009.

28 Christoph Butterwegge, Gudrun Hentges (Hrsg.), *Zuwanderung im Zeichen der Globalisierung*, Wiesbaden 2009.

politiques semblables, qu'il s'agisse de tirer profit ou de réguler la mondialisation. Les grandes entreprises jouent ici un rôle essentiel, comme l'observent François Berger à travers un secteur, la sidérurgie, Jean-François Eck dans le cas particulier de Saint-Gobain. L'entrecroisement devient d'autant plus intéressant à analyser que, bien souvent, dans ces stratégies entrepreneuriales, le voisin français ou allemand a tenu dans le passé ou tient encore une place essentielle. Mais, à côté des entreprises, les enjeux de la mondialisation mettent aussi en action dans les deux pays les diplomates, spécialistes ou non des sujets abordés, comme le montre Guido Thiemeyer à propos des problèmes monétaires, les hommes politiques et les publicistes, dont les prises de position sur le retour au protectionnisme dans les années 1880–1890 sont analysées par Philippe Alexandre, les médecins et les spécialistes de l'hygiène publique évoqués par Jakob Vogel. Et il manque à l'appel bien d'autres acteurs collectifs dont il y a fort à parier que l'étude ferait ressortir de mêmes similitudes de part et d'autre du Rhin : militaires, ecclésiastiques, savants ...

Pourtant, malgré ces similitudes, France et Allemagne semblent souvent incapables d'adopter une attitude commune face à la mondialisation. Sylvain Schirmann montre ainsi l'incapacité des syndicalistes à opposer un front commun au projet de marché unique élaboré par la Commission européenne en 1985 qu'ils dénoncent semblablement comme la trahison de la promesse d'accompagner l'adoption des règles de la mondialisation venues du monde anglo-saxon par un « volet social » substantiel. De même, Stephan Martens souligne que, sur les enjeux de politique étrangère commune, Français et Allemands ont, jusqu'à présent, négligé de clarifier leurs attentes respectives. Pour les premiers, l'Europe est un moyen de restaurer la puissance dont disposaient naguère les Etats nationaux dans les affaires du monde ; pour les seconds, c'est un instrument destiné à faciliter l'insertion dans un monde multilatéral et globalisé. Comment s'étonner, dans de telles conditions, du manque d'audience persistant sur la scène internationale ?

Tout cela doit-il conduire au constat à la fois lucide et désenchanté de Jean Nurdin ? Est-ce parce que l'Europe s'est montrée infidèle à sa vocation première qu'elle ne paraît pas en mesure de constituer un rempart face à la mondialisation, vue ici comme porteuse d'un univers culturel uniformisateur et appauvrissant, à moins d'un redressement improbable de situation ? Libre à chacun d'en décider. Les historiens, pour leur part, peuvent s'efforcer de mieux comprendre les phénomènes dans lesquels ils se trouvent, comme tout un chacun, impliqués. Si les contributions ici rassemblées y sont quelque peu parvenues et ont ainsi témoigné des efforts qu'ils déploient pour atteindre ce but, ce volume aura atteint son objectif. Quant à dicter au lecteur une ligne de conduite à adopter, cela ne relève plus de leur métier.